

Paris le 11 Avril 1994

N O T E

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

S/C de Monsieur le Secrétaire Général

OBJET : Rwanda

1) Situation :

(le lundi)

- L'évacuation des Français est pratiquement terminée. (près de 800 personnes ont été acheminées sur Bujumbura et Bangui). On est cependant encore sans nouvelle d'une dizaine de nos compatriotes résidant à Kigali. Naturellement nous évacuons également les étrangers qui souhaitent quitter le Rwanda. Le reste des membres de la famille du Président Habyarimana sera également évacué en fin d'après-midi.

- Les forces belges (450 hommes), grâce à nos multiples interventions auprès des forces rwandaises, ont pu se poser hier après midi à Kigali et ont commencé l'évacuation de leurs ressortissants.

- Sur le plan militaire, la situation est très préoccupante. Dans Kigali les combats à l'arme lourde et les massacres se poursuivent. Le FPR accentue sa pression sur la capitale. Il a réussi à infiltrer 400 hommes à une dizaine de kilomètres de Kigali, pourrait rapidement menacer la sécurité de l'aéroport et contrôler une partie des itinéraires d'accès.

2) Une réunion interministérielle s'est tenue ce matin. Deux décisions sont soumises à votre approbation :

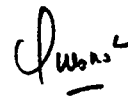
- La date du retrait de notre dispositif militaire. Il pourrait intervenir à bref délai, sans doute demain. Le Premier Ministre pour sa part souhaite que nous quittions au plus vite Kigali.]

- La fermeture éventuelle de notre Ambassade. Sur place nous sommes perçus comme les alliés des Hutus et des partisans de l'ex Président Habyarimana. L'entrée à Kigali du FPR et les combats qui vont prendre de l'ampleur représentent une menace très sérieuse pour la sécurité de nos agents diplomatiques. Notre Ambassadeur pourrait, si vous en êtes d'accord, quitter Kigali avec les derniers de nos soldats. C'est la position du Quai d'Orsay. En terme de sécurité c'est également notre avis.

Le départ des Français du Rwanda est lourd de conséquences pour ce malheureux pays où, après de très sanglants combats, le FPR contrôlera le pouvoir par la force et il s'en suivra une période de guérilla. La majorité hutue n'acceptera jamais ce pouvoir sans partage. Cet état de fait aura des conséquences déstabilisantes aussi bien au Burundi, qu'au Zaïre et en Tanzanie



Dominique PIN



Général QUESNOT